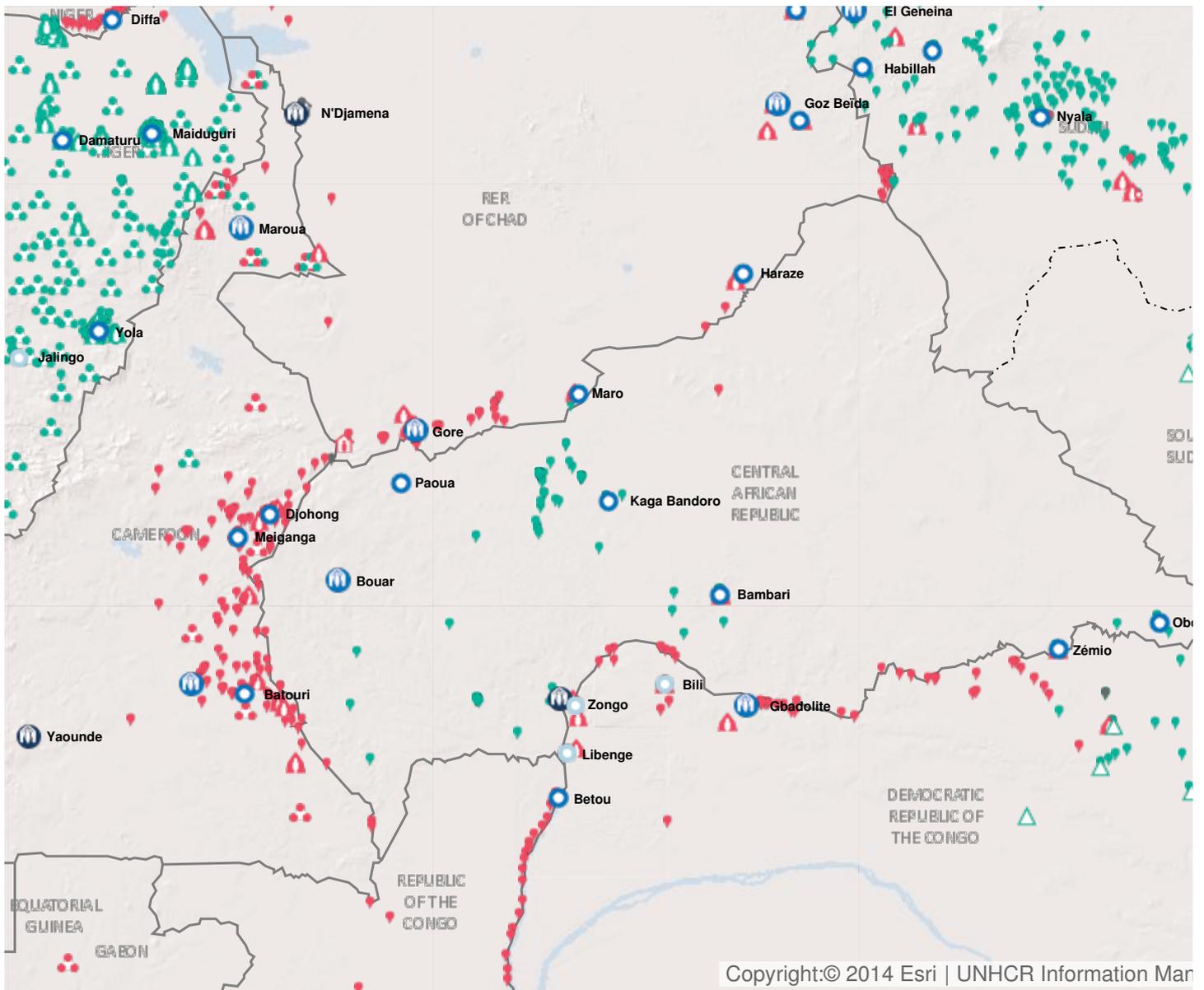


## Operation: Central African Republic

### Location

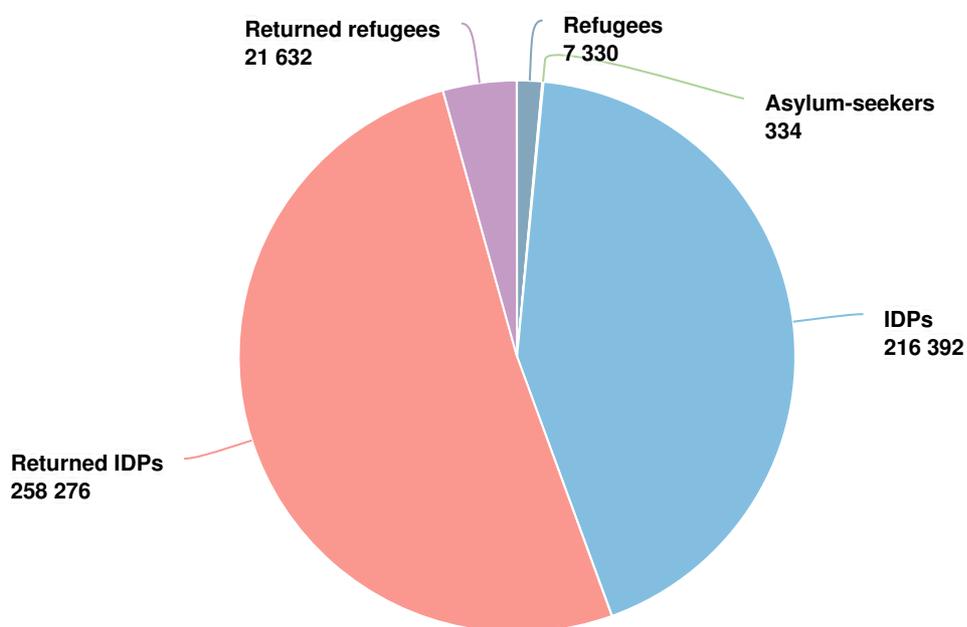


Latest update of camps and office locations **13 Jan 2016**. By clicking on the icons on the map, additional information is displayed.

# People of Concern

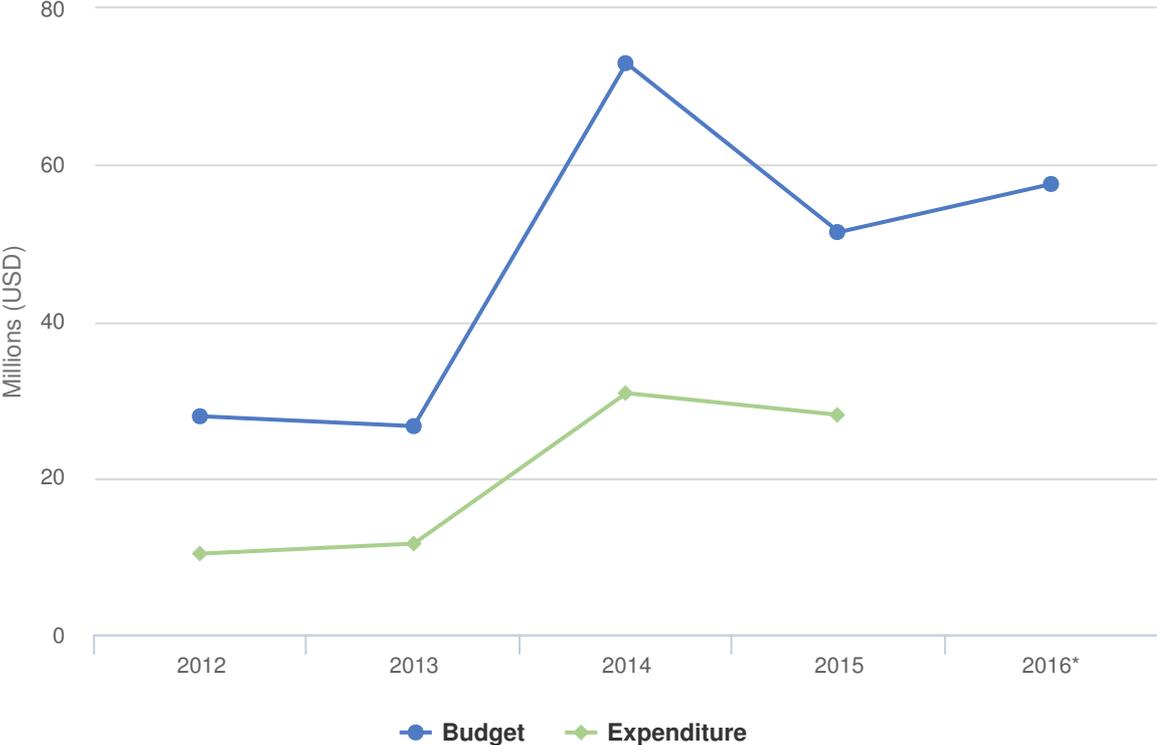
DECREASE IN  
**52%** 2015

<b>2015</b>	503,964
<b>2014</b>	1,057,544
<b>2013</b>	911,380



■ Refugees ■ Asylum-seekers ■ IDPs ■ Returned IDPs ■ Returned refugees

# Budgets and Expenditure for Central African Republic



## RESUMÉ DU PLAN 2016

Si la crise humanitaire que connaît la République centrafricaine (RCA) s'est stabilisée dans plusieurs régions du pays, grâce au déploiement des forces internationales de maintien de la paix et au rétablissement des autorités nationales dans les zones éloignées, les obstacles en lien avec la sécurité, la justice et la protection des civils demeurent immenses. La récente flambée de violence dans la capitale en septembre 2015 témoigne de la précarité de la situation.

Le nombre de déplacés internes en RCA a certes diminué, s'établissant à environ 370 000 en août 2015, mais le nombre de sites à l'intention de ces populations dans le pays varie en raison de l'insécurité récurrente et des nouveaux déplacements. En dehors de Bangui, l'accès humanitaire demeure restreint. Dans certaines régions, l'accès est entravé par des groupes armés qui tentent de conditionner ou de contrôler l'assistance humanitaire. Les capacités nationales demeurent faibles et si la communauté internationale, les ONG nationales et le Mouvement de la Croix-Rouge continuent d'assurer les services essentiels, principalement dans les zones urbaines et près de celles-ci, les zones éloignées restent inaccessibles.

La crise en RCA a non seulement provoqué le déplacement d'une grande partie de sa population à l'intérieur et à l'extérieur du pays, mais elle a aussi touché les 7 800 réfugiés urbains et ruraux qui vivent encore dans le pays. Les activités socio-économiques permettant aux réfugiés d'être autosuffisants ont par exemple été interrompues. La cohésion sociale entre les réfugiés soudanais et la communauté hôte à Bambari a été touchée par la violence intercommunautaire qui a exposé le camp à des représailles. En 2016, les priorités du HCR comprennent l'accès aux procédures d'asile, l'octroi d'une assistance de base de même que des services de protection et de mise en œuvre de solutions durables, l'accent étant placé sur l'intégration locale.

Le HCR et les partenaires de la protection jouent un rôle important pour le suivi de la protection des personnes déplacées, des communautés à risque, des réfugiés et des déplacés internes de retour dans leurs zones d'origine. En 2016, les priorités demeureront : la réduction des risques de protection par la mise en œuvre d'activités de suivi de protection dans les régions les plus touchées ; le renforcement des capacités des structures communautaires ; des interventions de cohésion sociale ; la prévention et le traitement de la violence sexuelle et sexiste ; le suivi étroit de la situation de la protection des minorités prises au piège dans des zones isolées ; la réinstallation librement consentie quand elle est demandée ; la promotion de la mise en œuvre d'un cadre législatif national pour la protection des déplacés internes ; l'adoption d'une stratégie nationale sur les mouvements de population par la transposition en droit interne de la Convention de Kampala ; la collaboration avec le Gouvernement sur des solutions pour les communautés à risque ; et la coordination des modules de la protection, des abris/articles non alimentaires, ainsi que de la coordination des camps et de la gestion des camps.

Par le biais de ses interventions de protection et de suivi aux frontières, le HCR continuera également à localiser les mouvements des réfugiés et des déplacés internes. Les activités de surveillance aux frontières ont montré des tendances timides au retour en 2014 et début 2015. Pendant le deuxième semestre 2015, le HCR s'est associé à la Commission nationale pour les réfugiés afin de compléter les activités de suivi aux frontières par l'identification, l'enregistrement et la localisation des retours spontanés dans les principales zones qui les accueillent. En plus du profilage des retours, le HCR et ses partenaires mènent des activités de cohésion sociale et de suivi de la protection, tout en soutenant la restitution des logements, des terres et des propriétés dans les zones où les retours sont nombreux.

En 2016, des investissements majeurs seront nécessaires en faveur de la cohésion sociale, l'accès à la justice et au logement, aux terres et aux droits de propriété pour les déplacés internes et les réfugiés rapatriés, comme base pour des retours durables.

# 2016 Original Budget for Central African Republic | USD

The following table presents the original budget for this operation broken down at the objective level. Resource allocation at the objective level is subject to change during the course of the year as the operational situation evolves and priorities shift. The current budget by pillar, reflected in the bottom line of this table, is updated on a monthly basis and is replaced by the final budget at year-end.

	Pillar 1 Refugee programme	Pillar 3 Reintegration projects	Pillar 4 IDP projects	Total
<b>Favourable Protection Environment</b>				
Administrative Institutions and Practice	318,009	0	522,009	840,018
<b>Subtotal</b>	<b>318,009</b>	<b>0</b>	<b>522,009</b>	<b>840,018</b>
<b>Fair Protection Processes and Documentation</b>				
Registration and profiling	256,017	0	0	256,017
Status determination	141,377	0	0	141,377
Individual documentation	381,329	0	0	381,329
Civil status documentation	231,017	0	0	231,017
<b>Subtotal</b>	<b>1,009,741</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1,009,741</b>
<b>Security from Violence and Exploitation</b>				
Protection from effects armed conflict	0	0	2,277,099	2,277,099
SGBV prevention and response	258,009	1,525,595	1,674,018	3,457,622
Child protection	92,320	0	0	92,320
<b>Subtotal</b>	<b>350,329</b>	<b>1,525,595</b>	<b>3,951,117</b>	<b>5,827,041</b>
<b>Basic Needs and Essential Services</b>				
Health	898,697	1,145,595	0	2,044,292
Reproductive health and HIV/ Aids response	333,009	0	662,009	995,018
Nutrition	157,320	0	0	157,320
Food security	214,640	0	0	214,640
Water	267,537	1,413,595	0	1,681,132
Sanitation and hygiene	457,848	0	0	457,848
Shelter and infrastructure	238,520	4,046,190	6,106,018	10,390,729
Basic and domestic and hygiene Items	313,656	1,510,501	2,562,009	4,386,166
Services for persons with specific needs	608,009	0	0	608,009
Education	859,026	1,095,595	0	1,954,621
<b>Subtotal</b>	<b>4,348,263</b>	<b>9,211,477</b>	<b>9,330,036</b>	<b>22,889,776</b>
<b>Community Empowerment and Self Reliance</b>				
Community mobilization	55,689	0	2,254,018	2,309,707

	Pillar 1 Refugee programme	Pillar 3 Reintegration projects	Pillar 4 IDP projects	Total
Co-existence with local communities	0	0	2,355,009	2,355,009
Self-reliance and livelihoods	528,697	2,645,595	0	3,174,292
<b>Subtotal</b>	<b>584,386</b>	<b>2,645,595</b>	<b>4,609,027</b>	<b>7,839,008</b>
<b>Durable Solutions</b>				
Voluntary return	818,697	0	0	818,697
Reintegration	0	2,790,595	2,712,009	5,502,604
Integration	91,377	0	0	91,377
Resettlement	100,000	0	0	100,000
<b>Subtotal</b>	<b>1,010,074</b>	<b>2,790,595</b>	<b>2,712,009</b>	<b>6,512,679</b>
<b>Leadership, Coordination and Partnerships</b>				
Coordination and partnerships	0	0	1,209,018	1,209,018
Camp management and coordination	0	0	1,112,009	1,112,009
<b>Subtotal</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>2,321,027</b>	<b>2,321,027</b>
<b>Logistics and Operations Support</b>				
Supply chain and logistics	157,320	0	1,002,009	1,159,329
Operations management, coordination and support	743,009	1,845,595	1,262,009	3,850,613
<b>Subtotal</b>	<b>900,329</b>	<b>1,845,595</b>	<b>2,264,018</b>	<b>5,009,942</b>
<b>2016 Original Budget</b>	<b>8,521,130</b>	<b>18,018,858</b>	<b>25,709,243</b>	<b>52,249,231</b>
Increase / Decrease	5,307,620	-1,421	3,274	5,309,473
<b>2016 Current Budget</b>	<b>13,828,750</b>	<b>18,017,437</b>	<b>25,712,516</b>	<b>57,558,704</b>